

d'euros répartis sur six ans, confie Nicolas van Ysendyck, directeur commercial. Il porte au total sur 70 bâtiments à sécuriser et à contrôler en Région bruxelloise. En termes d'effectifs, ce sont 1.100 agents qui sont concernés. Désormais, nous comptons plus de 3.000 collaborateurs pour plus d'un millier de clients actifs et visons un chiffre d'affaires record de 160 millions d'euros en 2023." L'attribution de ce marché public offre également à la société belge une visibilité accrue. "C'est la première fois qu'une entreprise belge décroche un contrat de cette ampleur, intervient Nicolas De Angelis, CEO BeLux de Protection Unit. Pour pouvoir répondre à l'appel d'offres, nous avons dû prouver que nous avions les reins solides et dispositions des compétences. Ce qui a nous a permis de remporter ce contrat, c'est la manière dont nous avons abordé les besoins du client, qui avait davantage mis l'accent sur la qualité que sur le prix. Ce succès va nous permettre de développer davantage certains marchés tels que les ambassades, par exemple. Par ailleurs, cela va rassurer également de futurs clients, notamment dans les institutions publiques. Enfin, le retentissement autour de ce contrat, grâce à l'aura de la Commission européenne, va contribuer à accroître notre notoriété sur le marché flamand où nous sommes actuellement encore peu actifs, et plus largement sur l'international."

Recrutement et formation

Afin d'assurer les multiples services demandés par la Commission européenne (contrôle d'accès des personnes et des véhicules dans les bâtiments, accompagnement des visiteurs, rondes de sécurité, etc.), Protection Unit va d'abord s'appuyer sur les 1.100 agents du prestataire précédent, G4S.

206
MILLIONS

En euros, le montant du contrat signé avec la Commission. Il porte sur la sécurisation de 70 bâtiments en Région bruxelloise durant six ans.

Ceux-ci maîtrisent en effet les procédures et nombre d'entre eux disposent d'une solide expérience. "Ces agents ont le choix, ils peuvent soit signer un CDI avec nous, soit décider de partir, explique le CEO. Mais nous sommes relativement confiants : nous pensons qu'une large part d'entre eux va rester, d'autant que c'est un chantier de prestige." Par la suite, Protection Unit s'appuiera sur ses ressources actuelles ainsi que sur de nouveaux collaborateurs. A l'image de l'ensemble du secteur du gardiennage, l'entreprise ne cesse d'engager, et ce depuis des années. Le recrutement constitue d'ailleurs le principal défi à relever dans le futur. "Nous n'évoluons pas dans un secteur en pénurie mais en difficulté, tempère Nicolas De Angelis. Nous sommes en recherche permanente d'agents. Pour les candidats et candidates – nous avons entre 15 et 20 % de femmes –, il suffit d'avoir un casier judiciaire vierge. Nous assurons la formation qui dure 160 heures. Plus largement, l'ensemble de nos agents bénéficient de formations continues afin de garantir la qualité de nos services tant du point

Nous sommes ainsi très présents sur des lieux et événements que fréquentent les jeunes comme les festivals et les stades de football."

Emergence d'un nouvel acteur

Sans être celui du siècle, ce contrat décroché par Protection Unit marque une étape importante dans la progression de l'entreprise. Fondée par Samuel Di Giovanni en 2009 à Liège, cette structure a connu un développement régulier mais essentiellement local dans ses premières années. Elle l'a fait d'abord via une croissance interne, soutenue notamment par le lancement de nouveaux départements (par exemple une unité de chiens formés à la détection de substances explosives) mais également via l'acquisition d'autres sociétés de gardiennages comme Topguard en 2017 à Anvers et Sure Security à Lanaken en 2018. En 2019, changement de braquet : dans le cadre de sa stratégie de développement, Protection Unit reprend les activités de la société SGI Security, active depuis 30 ans et fortement



L'image de notre secteur a considérablement évolué, et notre métier offre une palette de missions très variées."

NICOLAS DE ANGELIS, CEO BELUX

de vue humain que technologique. En ce qui concerne le contrat avec la Commission européenne, il n'est pas nécessaire d'être bilingue, mais il est clair que la connaissance des langues est un atout... J'ajoute que l'image de notre secteur a considérablement évolué, et notre métier offre une palette de missions très variées.

implantée en Région bruxelloise avec des services complémentaires aux siens. Une reprise qui lui permet d'intégrer le top cinq belge des entreprises de gardiennage, avec près de 500 agents. Fin 2019, nouvelle acquisition : Protection Unit acquiert le numéro quatre du secteur et premier belge, Fact Security.